



**PREFECTURE DE LA HAUTE-CORSE**

Direction des libertés publiques  
et des collectivités locales  
Bureau de la vie publique  
20401 BASTIA CEDEX  
Dossier suivi par: Mme MATTEI  
Tél: 04.95.34.50.65 - Fax: 04.95.34.51.06

Le numéro W2B2000983  
est à rappeler dans toute  
correspondance

**Récépissé de Déclaration de CREATION  
de l'association n° W2B2000983**

Vu la loi du 1er Juillet 1901 relative au contrat d'association ;  
Vu le décret du 16 Août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée ;

**Le Préfet de HAUTE-CORSE,**

donne récépissé à **Monsieur le Président**  
d'une déclaration en date du : **03 juillet 2008**  
faisant connaître la constitution d'une association ayant pour titre :

**COMITE REGIONAL CORSE DE LA FEDERATION FRANCAISE DES PECHEURS EN MER**

dont le siège social est situé : chemin d'Agliani -  
Résidence Scandola - Bât D  
20200 Bastia

Décision prise le : **28 juin 2008**

Pièces fournies : Liste dirigeants  
Statuts

Bastia, le 07 juillet 2008

Pour le Préfet  
Le Chef de Bureau  
  
**A. MARCHI**

Loi du 1 juillet 1901, article 5 - al 5,6 et 7 - Décret du 16 août 1901, article 3 :

Les associations sont tenues de faire connaître, dans les trois mois, tous les changements survenus dans leur administration ou leur direction, ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts. Ces modifications et changements ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour où ils auront été déclarés. Les modifications et changements seront, en outre, consignés sur un registre spécial qui devra être présenté aux autorités administratives ou judiciaires chaque fois qu'elles en feront la demande.

Loi du 1 juillet 1901, article 8 - al 1 :

Seront punis d'une amende de 1500 € en première infraction, et, en cas de récidive, ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 5.

NOTA :

L'insertion au Journal Officiel des modifications portant sur le titre, l'objet, le siège social d'une association est facultative. Elle ne peut être exigée des tiers car le récépissé délivré par les services préfectoraux fait foi dans tous les cas.

La loi 78-17 du 6 Janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique à la déclaration relative à votre association dont les destinataires sont les services préfectoraux et les services de l'Etat concernés. L'article 40 de cette loi vous garantit un droit d'accès et de rectification. Celui-ci peut s'exercer auprès du préfet ou du sous-préfet de l'arrondissement du siège de votre association, pour les données à caractère personnel concernant les personnes physiques déclarées comme étant chargées de sa direction ou de son administration.